



La dette publique pour celles et ceux qui ne se contentent pas de Cnews ou BFMTV

4

Ces dernières décennies, les gouvernements néolibéraux ont transformé l'État en pompe à finances pour les plus riches. **Toujours plus de soutien public aux entreprises** (sans contrepartie ni résultat probant), des **baisses d'impôts sur les sociétés et sur la production** sous prétexte de compétitivité européenne, **des cadeaux fiscaux aux plus aisés** (par exemple avec la large diminution de l'impôt sur la fortune, le fameux ISF largement supprimé après 2017)... et bien sûr, **toujours plus d'intérêts versés aux rentiers de la dette publique**, ces ultrariches à qui l'État emprunte pour combler ses déficits. Quand on est riche et qu'on vote Macron, on gagne à tous les coups ! Comme, dans la comptabilité publique, ces aides massives constituent des dépenses de transfert supplémentaires, et que les dépenses totales de l'État ont diminué, cela signifie donc que les gouvernements ont largement sabré dans les dépenses d'administration, c'est-à-dire les dépenses de fonctionnement et d'investissement (dans l'éducation, la santé, les infrastructures, etc.). **Ces fortes baisses de dépenses expliquent une bonne partie de la dégradation des services publics – une dégradation qui pose tellement de problèmes actuellement et dont les effets à long terme seront ravageurs.**

Impôts records, services publics en déroute : le contraste choque et nourrit un récit bien rodé – celui d'un État dépensier, gangrené par le gâchis et la paresse de ses agents. Et s'il s'agissait d'un écran de fumée ? **À rebours des idées reçues, les trois prochaines fiches tenteront d'expliquer que la France ne « jette » pas son argent par les fenêtres : elle l'emploie massivement à soigner, éduquer et protéger la population. Nous verrons aussi comment des choix politiques – baisse d'impôts pour les uns, austérité pour les autres – ont progressivement asphyxié nos services publics.**

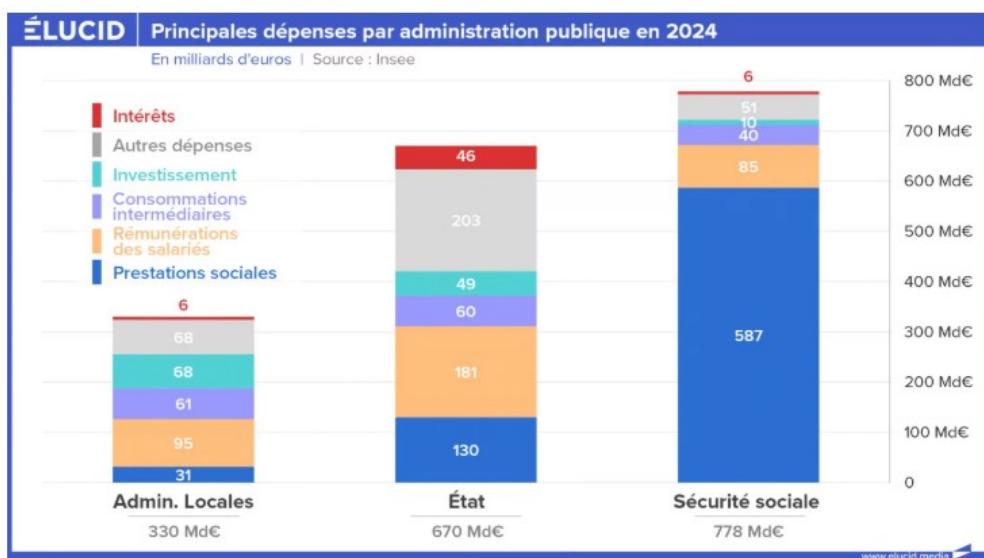
Idée reçue n° 1 : « Les dépenses publiques explosent car on engraisse des fonctionnaires inutiles »

Les dépenses publiques exploseraient sous le poids de « dépenses inutiles » et de la gabegie d'un État obèse qui engraisserait des armées de fonctionnaires payés à ne rien faire. En réalité, l'argent public finance trois grands types d'administrations publiques :

- l'État (éducation, police, justice, armée...) ;
- les collectivités locales (régions, départements, communes...) ;
- la Sécurité sociale (retraites, santé, chômage, etc.) ainsi que les hôpitaux publics.

Derrière le terme global de « dépenses publiques » se cachent des réalités très diverses. La protection sociale – c'est-à-dire les pensions de retraite, les indemnités maladie, les remboursements de soins, les allocations chômage, etc. –

représente à elle seule environ 41 % de la dépense publique. La santé (principalement les hôpitaux) en constitue encore 16 %. Ainsi, **près de 60 % de nos dépenses publiques servent à financer la protection sociale et le fonctionnement des hôpitaux.** Les autres postes de dépenses comprennent l'éducation, la sécurité, la défense, les infrastructures, le service de la dette ou encore les aides économiques. En ce qui concerne spécifiquement les dépenses de protection sociale – donc l'assurance vieillesse, l'assurance maladie, l'assurance chômage, les allocations familiales et les allocations sociales – environ 80 % concernent uniquement les dépenses de retraite et de santé. **Les autres prestations, souvent stigmatisées sous le terme d'« assistanat », forment une part bien plus modeste du total.** En réalité, loin des fantasmes de gabegie bureaucratique,



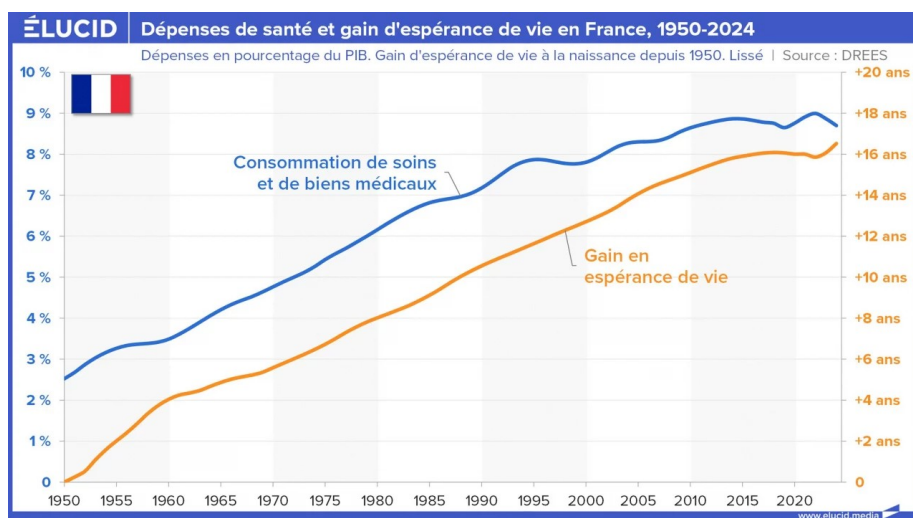
les dépenses de protection sociale – donc l'assurance vieillesse, l'assurance maladie, l'assurance chômage, les allocations familiales et les allocations sociales – environ 80 % concernent uniquement les dépenses de retraite et de santé. **Les autres prestations, souvent stigmatisées sous le terme d'« assistanat », forment une part bien plus modeste du total.** En réalité, loin des fantasmes de gabegie bureaucratique,

l'État-providence français consacre surtout ses ressources à payer des pensions de retraite, des soins de santé, des médicaments, des indemnités de chômage, etc., donc des services ou prestations dont nous bénéficions tous au cours de la vie. Et investir autant dans le social a porté ses fruits : c'est grâce à cela que la France affiche l'un des meilleurs taux de mortalité évitable au monde et une espérance de vie sur le podium européen. **Notre niveau élevé de dépense publique s'explique donc d'abord par un choix de société : celui de mieux soigner et de mieux protéger la population, en consacrant une grande part de la richesse nationale à la santé et aux retraites plutôt qu'à d'autres usages.**

S'il est vrai que la dépense publique augmente continuellement depuis des décennies, en 2024, elle atteignait 57 % du PIB (autant qu'en 2023), alors qu'elle était d'à peine 10 % du PIB au début du XXe siècle. Faut-il y voir le signe d'un gaspillage incontrôlé ? Non, et l'histoire de ces dépenses le démontre.

En créant les retraites par répartition, en généralisant l'accès aux soins et en allongeant la scolarité, la France a non seulement amélioré le bien-être de sa population, mais a aussi stimulé la consommation de masse et la croissance. Ces dépenses sociales de l'État-providence ont permis de libérer les actifs de charges autrefois insurmontables (prendre en charge seuls leurs aînés âgés, payer l'école ou des soins coûteux...) et ont dopé la prospérité générale. Après la guerre, la France a fait le choix de sortir les personnes âgées de la misère. **Le taux de pauvreté des retraités est ainsi passé d'environ 45 % en 1970 à seulement 11 % aujourd'hui.** Cela s'est accompagné d'une hausse logique des dépenses de retraite. Mais c'était le prix à payer pour que nous vivions tous dignement à la retraite. **C'est une avancée sociale majeure, qui a, hélas, été remise en cause** récemment, ce taux étant reparti à la hausse **sous la présidence Macron.** Autrement dit, si la France affiche l'un des plus hauts niveaux de dépenses publiques, elle compte en retour l'un des plus bas taux de retraités pauvres en Europe. Curieusement, ce succès français est rarement mis en avant par les responsables politiques et les médias dominants.

De même, **l'espérance de vie a bondi d'environ 15 ans depuis 1950**, grâce aux progrès de la médecine et à la généralisation de l'accès aux soins. Forcément, une population qui vit plus longtemps et en meilleure santé coûte davantage en retraites et en soins ; c'est bien plus un énorme succès collectif qu'un problème. La principale raison de la hausse des dépenses publiques depuis 80 ans tient donc avant tout au progrès



économique et social de la France jusqu'aux années 1990 : c'est ce développement qui a permis de bâtir un système de retraite digne et d'améliorer considérablement la santé de la population.

Outre l'essor économique, **la seconde grande explication de la hausse des dépenses, c'est bien sûr le vieillissement de la population.** Depuis la fin des années 1990, le déséquilibre démographique pèse de plus en plus lourd : le ratio entre cotisants actifs et retraités est tombé d'environ 4 pour 1 à 1,5 pour 1 en à peine soixante ans, doublant la

charge supportée par chaque actif (qui, ne l'oublions pas, deviendra lui-même retraité plus tard). Ce choc démographique va se poursuivre et s'amplifier dans les années à venir, sous l'effet combiné de l'allongement de l'espérance de vie – rendu possible par le système de santé mis en place après-guerre – et du vieillissement des générations nombreuses du baby-boom. Par exemple, la population des plus de 80 ans va augmenter de moitié d'ici 15 ans.

Loin d'« engraisser des fonctionnaires inutiles », nos dépenses publiques servent avant tout à financer des services utiles à tous – nos retraites, nos soins de santé, notre éducation – qui ont considérablement amélioré la vie des citoyens. Si l'on rapporte le niveau des cotisations sociales à ce que chacun en retire au cours de sa vie, le système social français est efficace et loin d'être ruineux : il mutualise les risques sur les périodes de la vie, ce qui bénéficie in fine à presque tout le monde.

(Source de cette fiche et des deux suivantes : <https://elucid.media/analyse-graphique/depenses-publiques-france/le-mythe-du-gaspillage-d-argent-public-enquete-sur-une-intox-politique-et-mediatique>)